

 <p>Liberté • Égalité • Fraternité</p>	<h1>DECISION NE FAISANT PAS OPPOSITION A UNE DÉCLARATION PRÉALABLE Délivrée au nom de la commune</h1>
<p>Commune de AURIS</p>	

ARRETE N° 25/2020

Le Maire,

VU le code de l'urbanisme

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 novembre 2019

VU le projet de plan de prévention des risques naturels (PPRN) porté à connaissance le 20 juillet 1999

VU la déclaration préalable déposée le 07/05/2020, par Monsieur MOUGEL Victor, demeurant à 28 Voie 28 FEUERWEG 08046 ZURICH, enregistrée sous le numéro DP0380202020003,

VU l'objet de la déclaration :

- Construction d'un mur de soutènement

sur un terrain situé au Chemindu vieux lavoir, Hameau les Certs à AURIS

VU l'avis de dépôt de la demande affiché en mairie en date du 11 mai 2020

VU l'avis du Syndicat d'Assainissement du Canton de l'Oisans (SACO) en date du 9 juin 2020

VU l'avis du Maire en date du 29 mai 2020

ARRETE

Article 1 - Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 - L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait qu'en raison de la situation de son projet en zone de risques d'aléa faible de glissement de terrain «Bg» du plan de prévention des risques susvisé, il est de sa responsabilité, en tant que maître d'ouvrage, de s'assurer que ledit projet respecte toutes les mesures techniques appropriées pour se prémunir contre ces risques.

Le SACO tient à signaler la présence d'un réseau d'assainissement collectif à proximité du projet. Ce réseau ne devra en aucun cas être impacté par les travaux.

Fait à AURIS, le 11/06/2020

Le Maire, Yves DARTAY



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R 424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas, la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours : Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation :

- A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) doit être adressée à la mairie (le modèle de déclaration CERFA n° 13408 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- Le bénéficiaire est tenu de souscrire l'assurance dommages prévue par l'article L 242-1 du Code des assurances.